

Le pouvoir exécutif est détenu par un président élu au suffrage universel pour un mandat de quatre ans. La Constitution interdit la réélection immédiate à un deuxième mandat. Le président nomme les ministres au Cabinet et les gouverneurs des départements. Le mandat du président Virgilio Barco prend fin en août 1990.

Le pouvoir législatif a comme organe un Congrès bicaméral composé d'un Sénat de 112 sénateurs et d'une Chambre des représentants comptant 199 membres. Il y a deux grands partis politiques, les Libéraux et les Socio-conservateurs. Un troisième parti, gauchiste et plus petit, l'Union patriotique, a été formé à la suite de pourparlers de paix de 1985 entre le gouvernement et les groupes de guérilla.

La Colombie est aux prises avec les activités de la guérilla depuis plus longtemps que tout autre pays de l'hémisphère occidental. Néanmoins, le pays semble s'être adapté à une violence qui serait considérée extraordinaire ailleurs, et sa démocratie est demeurée relativement stable depuis le départ du dernier gouvernement militaire en 1956.

ÉCONOMIE

Après avoir enregistré une croissance de 5,8 p. 100 en 1986 et de 5,3 p. 100 en 1987, l'économie colombienne a connu en 1988 une augmentation de 4,2 p. 100 seulement (3,5 p. 100 selon certaines sources non gouvernementales), au moment où le gouvernement resserrait ses politiques fiscales et monétaires afin de contenir l'inflation, qui a atteint un taux annuel de 28,1 p. 100 à la fin de l'année. La Colombie est le seul grand pays latino-américain à ne pas avoir fait rééchelonner sa dette extérieure (environ 16,7 milliards de dollars US à la fin de 1988), même si les prêts des banques commerciales étrangères sont de plus en plus difficiles à obtenir.